



REVUE DE PRESSE... SUR L'ACTUALITE EUROPEENNE



Avenir

La Voix du Nord : 14/04/12

Un règlement européen fait grimacer Super Diet, PME du Denaisis

Super Diet, entreprise de compléments alimentaires a augmenté ses ventes de 9% l'an dernier, en misant sur les plantes et le bio. L'entreprise se portait bien mais le Conseil et le Parlement européens ont voté un règlement sur l'information des consommateurs concernant les denrées alimentaires.

Selon Christelle Chapeuil, directrice de Super Diet, l'évaluation est identique aux laboratoires pharmaceutiques alors que la PME n'a pas les moyens de mettre en place tous les contrôles demandés. La directrice déplore également un cahier des charges flou et un délai trop court (six mois) pour se mettre en règle. En outre, si rien ne change, l'entreprise sera victime d'une baisse de son chiffre d'affaires de l'ordre de 25% et d'une baisse de 20% de la masse salariale.

La Voix du Nord : 18/04/12

Des collégiens français et espagnols sont sensibilisés au développement durable

Le collège Denis-Saurat de Trélon et l'institut d'éducation secondaire Vicente Andres Estelles de Burjassot en Espagne sont partenaires depuis 1996, dans le cadre d'échanges linguistiques.

Ils se sont réunis cette année autour d'un projet européen Comenius d'une durée de deux ans et qui a pour thématique : « Éduquer pour une consommation responsable tout en respectant les ressources et la Nature ». Ce projet permettra aux élèves d'être sensibilisés au développement durable. Les élèves espagnols ont assisté à un exposé sur ce thème et sur les actions de l'Agenda 21 des collèges.

Cette présentation s'est poursuivie par la visite du collège Vauban de Maubeuge, établissement haute qualité environnementale (HQE). Les élèves ont aussi visité la station d'épuration de Trélon et un voyage à Lille et à Bruxelles étaient également prévus avec la visite du Parlement européen. Au cours de cette semaine, les élèves ont pu prendre conscience que le respect de l'environnement n'a pas de frontières et que tout le monde doit se sentir concerné.

La Voix du Nord : 24/04/12

L'inquiétude grandit face à la poussée de l'extrême droite, entre euroscepticisme et populisme ambiants

Hier en Europe, de nombreuses voix se sont élevées pour s'inquiéter de la progression de l'extrême droite eurosceptique française, qui a réalisé un score historique au premier tour de l'élection présidentielle. Selon la chancelière allemande Angela Merkel, « *ce score élevé est préoccupant* ». De nombreux commentaires ont été faits lors d'une réunion des ministres européens des Affaires étrangères à Luxembourg.

Le chef de la diplomatie luxembourgeoise, Jean Asselborn, a accusé le président français Nicolas Sarkozy d'être en partie responsable du succès de la candidate du Front national(FN). En effet, ce dernier a courtisé les électeurs du FN en partant en campagne pour le second tour. La Commission européenne lui a adressé une mise en garde implicite.

Les responsables européens ne doivent « *pas céder à la tentation des discours populistes* » et « *faire attention à la menace populiste, à la propagation de ses idées parce qu'elles sont fondamentalement contraires aux idéaux portés par la construction européenne* ».

Aux Pays-Bas, le parti d'extrême droite islamophobe de Geert Wilders a fait tomber le gouvernement Mark Rutte en s'opposant au « *diktat* » de Bruxelles sur la réduction du déficit public dans le pays. La droite extrême ou populiste est également très forte en Autriche, en Finlande, en Suède, au Danemark, en Suisse ou encore en Hongrie et même dans la région de Flandre en Belgique.

Quel que soit le vainqueur du scrutin le 6 mai, les institutions européennes et de nombreux pays espèrent en privé que la rhétorique de la campagne électorale française souvent très critique à l'égard de l'UE baissera d'un cran. Qu'il s'agisse du fonctionnement de Schengen ou de la politique commerciale de Nicolas Sarkozy, du pacte budgétaire et de la discipline en matière de déficits pour François Hollande ou encore du statut de la BCE pour les deux candidats.

La Voix du Nord : 27/04/12

Les Européens se mettent doucement en ordre de bataille sur la croissance

Les Européens pourraient se réunir dans les semaines à venir pour commencer à définir les contours d'une stratégie de croissance. Cette réunion extraordinaire interviendrait après le second tour de l'élection présidentielle alors que le favori des sondages, François Hollande a fait de la croissance son viatique. Il propose de renégocier le pacte européen de discipline budgétaire renforcée, voulu par les Allemands.

Finalement, après avoir été raillé, François Hollande a reçu des soutiens en Europe face à la contestation de l'austérité allemande ou encore des Pays-Bas considérés jusqu'ici comme des modèles d'orthodoxie budgétaire. Le débat a aussi été relancé par l'appel du président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi, à mettre en place « *un pacte de croissance* » en réponse au pacte de discipline. Ainsi, la croissance est bien en jeu pour les mois à venir.

La Voix du Nord : 28/04/12

Jumelage Anor-Europe

Le comité de jumelage Anor-Europe participe au concours « Prix de la ville Eurocitoyenne ». L'objectif du concours était de récompenser les initiatives mises en place par les communes françaises, en faveur des jeunes, dans le cadre des jumelages qu'elles ont développés. Le dossier monté par Anor-Europe portait sur la dernière Rencontre multilatérale de jeunes (RMJ) qui s'était déroulée à Anor avec des Tchèques, Polonais, Allemands et Français. La prochaine rencontre aura lieu du 5 au 16 juillet d'après le comité de jumelage.

La Voix du Nord : 30/04/12

Une initiative de relance de la croissance se précise en Europe

Les contours d'une initiative pour relancer l'activité en berne en Europe commencent à se dessiner mais le débat entre les dirigeants des États membres est loin d'être clos. Le quotidien espagnol El País a évoqué hier une sorte de « plan Marshall » à l'échelle européenne qui serait capable de mobiliser 200 milliards d'euros d'investissements publics et privés. Une responsable européenne a toutefois indiqué qu'il était encore « *trop tôt* » pour donner des estimations chiffrées.

Le sommet européen prévu les 28 et 29 juin à Bruxelles, s'annonce comme un moment charnière. Les propositions concrètes pourraient commencer à être discutées en réalité avant la fin juin. Angela Merkel a de nouveau averti qu'il n'était pas question de renégocier le pacte budgétaire européen comme l'a encore réclamé ce week-end François Hollande.



REVUE DE PRESSE... SUR L'ACTUALITE EUROPEENNE



Mai

La Voix du Nord : 06/05/12

Grèce

Législatives capitales aujourd'hui

L'inquiétude est montée hier en Grèce et en Europe, à la veille d'élections législatives qui pourraient amener à un effondrement des deux grands partis traditionnels ainsi qu'une forte poussée des extrêmes. Cela laisse craindre une paralysie du pays et une remise en cause des efforts de rigueur pour assurer son maintien dans l'euro.

La Voix du Nord : 09/05/12

**Athènes à la recherche d'un gouvernement introuvable :
les bourses dévissent, l'Union européenne dans la crainte**

La Grèce s'est enfoncée hier dans une crise qui a plombé les bourses mondiales. La coalition anti-austérité de la gauche radicale Syriza, propulsée dimanche second parti de Grèce, a pour mission de former un gouvernement après l'échec des conservateurs à rallier une majorité favorable à l'austérité. Le dirigeant du Syriza, Alexis Tsipras a exclu d'appartenir à un gouvernement de coalition avec des partis qui acceptent le plan de redressement dicté par l'UE et le FMI.

Les investisseurs craignent que l'instabilité politique ne débouche sur l'arrêt de la poursuite du second plan de sauvetage accordé au pays. Ces inquiétudes ont également été relancées par le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso qui n'a laissé aucune marge de manœuvre, hier, à ceux qui veulent renégocier le « *mémorandum* » d'accord conclu entre le pays et ses créanciers.

Pour les marchés, le risque est celui d'un « *défaut de la Grèce sur l'une de ses prochaines échéances, avec un degré de probabilité élevé mais aussi le début des démarches nécessaires pour organiser la sortie de la Grèce de la zone euro* », ont prévenu les stratégestes du Crédit Mutuel-CIC. Hier, toutes les bourses avaient chuté.

La Voix du Nord : 10/05/12

Sans pilote, la Grèce tergiverse sur la rigueur : à Bruxelles, on s'interroge sur sa place dans la zone euro

La Grèce, toujours en quête d'un gouvernement, s'affirme disposée à remettre en cause ses engagements de rigueur et cherche le soutien du nouveau président français pour écarter le spectre d'une sortie de l'euro. Antonis Samaras, chef de la Nouvelle Démocratie (ND) estime qu'il faut renégocier des accords afin de faire « *respirer l'économie* » et « *soulager la société* ». Son rival du parti socialiste, l'ex-ministre des Finances Evangélos Vénizélos partage également cet avis.

Le dirigeant de la gauche radicale grecque (Syriza), Alexis Tsipras a de son côté envoyé une lettre aux créanciers publics - FMI, Commission européenne, BCE - afin d'expliquer que le verdict populaire rend caducs les engagements du pays. Jörg Asmussen, membre du directoire de la BCE n'a pas mâché ses mots à l'encontre du pays : « *Il doit être clair pour la Grèce qu'il n'y a pas d'alternative au programme d'assainissement convenu si elle veut rester membre de la zone euro* ».

Après l'échec de M. Samaras à former un gouvernement, c'est le leader du Syriza qui s'est attelé à cette tâche mais qui a également jeté l'éponge. C'est au tour de M. Vénizélos d'organiser un dernier tour de table avant une ultime réunion solennelle de tous les partis. Sans accord de gouvernement, le pays se dirige vers de nouvelles élections. Bruxelles a malgré tout confirmé que la Grèce allait recevoir comme prévu un versement de 5,2 milliards d'euros (dont un milliard a été provisoirement bloqué) mais au-delà, c'est l'incertitude.

La Voix du Nord : 12/05/12

L'horizon s'éclaircit en zone euro, mais les déficits excessifs inquiètent

Selon la Commission européenne, la zone euro se dirige vers une lente reprise mais devra en faire davantage pour renouer avec la croissance tout en continuant la chasse aux déficits excessifs qui touchent aussi bien Paris que Madrid.

La France devrait connaître un dérapage de son déficit public, l'an prochain à 4,2% du produit intérieur brut même si l'entourage du président François Hollande a réitéré la promesse de respecter l'objectif de 3%. Il s'agit d'une tâche ardue selon de nombreux économistes qui estiment que ce serait réalisable à condition de mettre en place un plan d'austérité budgétaire drastique.

Par ailleurs, la Commission européenne table sur un taux de chômage en hausse pour la France. Après, 9,7% en 2011, il devrait atteindre 10,2% cette année et se stabiliser à 10,3% l'an prochain. Ainsi, le chômage élevé risque de peser sur la croissance car il aura un impact négatif sur la consommation. La dette publique devrait aussi augmenter.

La Voix du Nord : 15/05/12

Ultime coup de poker du président pour éviter un retour aux urnes

Le chef de l'État grec, Carolos Papoulias, a abattu hier soir une dernière carte afin d'éviter de nouvelles élections, de rassurer la zone euro, en proposant un gouvernement de personnalités et une nouvelle réunion des dirigeants de partis aujourd'hui. Le dirigeant de la gauche radicale du Syriza, propulsé deuxième force politique du pays a accepté de participer à cette réunion.

Pour être soutenu au parlement, un gouvernement technocrates doit pouvoir prétendre réunir 151 députés au moins sur les 300 que comptent le parlement. Si cette dernière tentative échouait, le pays se dirigerait vers de nouvelles élections mi-juin et cela conduirait les partis opposés à l'austérité au pouvoir et entraîner le pays vers une possible sortie de la zone euro.

La Voix du Nord : 18/05/12

Fitch abaisse les notes du pays à cause du risque de sortie de l'euro, l'Espagne peine à emprunter

« *L'abaissement des notes de la dette souveraine de la Grèce reflète le risque accru que la Grèce ne soit pas en mesure de maintenir sa participation à l'Union économique et monétaire* », justifie Fitch. Les dernières élections en Grèce ont vu la montée en puissance de partis opposés à l'austérité et leur possible accès au pouvoir en juin pourrait remettre en cause le maintien du pays dans la zone euro.

Le Premier ministre sortant, Lucas Papademos a prévenu que le rejet des engagements de la Grèce envers ses créanciers, UE et FMI serait « *désastreux* ». Le FMI a prévenu qu'il suspendait ses contacts avec la Grèce jusqu'aux élections législatives. De son côté, l'Espagne a dû payer hier beaucoup plus cher pour emprunter près de 2,5 milliards d'euros. Le pays suscite à nouveau l'inquiétude des investisseurs qui doutent de sa capacité à réduire son déficit public.

Les marchés craignent que le gouvernement espagnol ne soit obligé de reprendre les rênes des finances de certaines régions autonomes. Les chiffres définitifs publiés hier ont confirmé l'entrée de l'Espagne en récession avec un recul de 0,3% du PIB au premier trimestre par rapport au dernier trimestre 2011. En outre, le pays souffre d'un taux de chômage historiquement élevé à 24,44%.

La Voix du Nord : 22/05/12

Les deux maires, de la cité et de Bernburg, signent une charte d'amitié franco-allemande

Le jumelage entre les communes de Fourmies et Bernburg a vu le jour en 1967 et vient d'être reconduit pour son 45^e anniversaire en présence des magistrats des deux communes. Pour Alain Berteaux, le maire de Fourmies, cette entente est essentielle. « *Depuis que j'ai contribué à la reprise du comité de jumelage, il y a une trentaine d'années, il n'y a jamais eu de temps morts entre les deux cités* » a expliqué le maire de Fourmies. C'est après un week-end festif que la délégation allemande est repartie.

La Voix du Nord : 23/05/12

L'Europe et ses obligations

L'OCDE a confirmé que la zone euro est aujourd'hui le maillon faible de l'économie mondiale. Selon l'OCDE qui révisé ses prévisions chaque semestre, la zone euro devrait être « *sans croissance* » alors que l'activité économique aux États-Unis devrait au contraire rebondir de 2,4%. Ainsi, François Hollande qui participe à son premier Conseil européen pourra s'appuyer sur les chiffres de l'OCDE dans son plaidoyer pour une « *réorientation* » de la politique européenne. Pour l'Allemagne, la priorité se situe dans le retour à l'équilibre budgétaire.

François Hollande pourra compter ses soutiens parmi les vingt-sept États membres face à l'inflexible Angela Merkel. Le président français souhaite relancer l'idée d'euro-obligations en mutualisant les dettes des pays membres de l'euro mais se heurtera à un refus de l'Allemagne. Entre les deux pays, il existe une vision différente des obligations européennes. Pour la France, cela s'exprime en termes de croissance et pour l'Allemagne en termes d'équilibre.

La Voix du Nord : 25/05/12

François Hollande réussit à amener la question des euro-obligations au centre des discussions

François Hollande a réussi à imposer le sujet de la création des euro-obligations lors du sommet européen. Angela Merkel a quant à elle semblé balayer d'un revers de manche cet instrument défendu de longue date par la Commission européenne. François Hollande a reçu le soutien de la Commission européenne ainsi que de plusieurs pays. L'OCDE et le FMI avaient évoqué le fait que les euro-obligations pourraient bénéficier à la zone euro en crise.

Après quatre heures de discussions sur la croissance, les Vingt-Sept se sont aussi penchés sur la Grèce, sur fonds de doutes quant à une sortie du pays de la zone euro. Les pays se sont mis d'accord sur une déclaration de M. Van Rompuy, affirmant leur désir que « *la Grèce reste dans la zone euro et respecte ses engagements* ».

« Mutualiser la dette n'est peut-être pas une très bonne solution »

Éric Dor, directeur de la recherche à l'IESEG a défini le rôle des euro-obligations. Elles seraient « *des obligations émises collectivement par l'ensemble des États membres de la zone euro, qui s'engageraient de manière solidaire à les rembourser.* » Cela permettrait à tous les pays de payer le même taux d'intérêt mais cela impliquerait un paiement de la part des autres États dans le cas d'une incapacité de paiement. Les Allemands s'y opposent dans la mesure où le pays devrait payer des taux d'intérêt plus élevé que ce qu'il ne paie actuellement.

Siège social

2, rue Saint-Louis F-59610 FOURMIES

T : (33) 03 27 60 50 28 F : (33) 03 27 60 50 30 E-mail : eurothierache1@aliceadsl.fr

Facebook : <http://www.facebook.com/Europe.Direct.Gde.Thierache>

Web : www.eurothierache.eu